COSYDEP
Sénégal

13, Av. Bourguiba X Front de Terre Dakar - B.P.: 3007 Dakar Yoff
Email : cosydep@gmail.com - Web : www.cosydep.org
Fax: +221 33 824 13 63 Tel: + 22133 864 13 58 / +221 77 631 18 86

OSIWA

BULLETIN
EDUCATION ET FORMATION

Août 2015

Dispositif de Suivi des Recommandations des Assises Nationales de l'Education et de la Formation

DISRANEF

Page 2 :

- **Parole de militant : Entretien avec Hawa Ba (OSIWA) sur la gouvernance dans le secteur de l'éducation** *par Rokhaya Ly*
- **Coin en classe** *par Diéne Manka*

Page 3 :

- **Parole de militant : Entretien avec Amadou Mahtar Mbow (Suite et fin)** *par Richard Ndiaye*

Page 4 - 5 :

- **Points de vue d'acteurs (syndicats, ONG, personnalités) sur le Conseil Présidentiel** *par Diene Manka, Oumar Ndiaye et Richard Ndiaye*

Page 6 :

- **Parole de militant : Entretien avec Moussa Mbaye (PCA de la COSYDEP) sur la problématique de la réforme/refondation du secteur de l'Education** *par Rokhaya LY*
- **Les ANEF : de l'optimisme au scepticisme** *par Diene Manka*

Page 7 :

- **Parole de militant : Entretien avec Gorgui Sow(1er Coordonnateur de ANCEFA) sur le contrôle citoyen participatif** *par Richard Ndiaye*

Page 8 :

- **Ils ont dit …. sur le conseil présidentiel** *par Oumar Ndiaye*

Edito *par Cheikh Mbow Dirpub*

Pour la mise en œuvre pleine et entière des recommandations issues des Assises Nationales de l'Education et de la Formation

BULLETIN « DISRANEF » a pris l'option de consacrer un numéro spécial au conseil présidentiel prévu le jeudi 06 Aout 2015. En effet, un an après la tenue des Assises Nationales de l'Education et de la Formation, les acteurs du monde de l'éducation ont unanimement salué la convocation dudit conseil.

Ils espèrent une rupture dans le sens de la mise en œuvre pleine, entière et effective des recommandations consensuelles issues des Assises. Ces dernières ont été des occasions pour toutes les catégories d'acteurs et à tous les niveaux de se pencher sur des questions centrales en lien avec le développement durable de notre pays.

BULLETIN « DISRANEF » a interrogé les acteurs directs mais aussi le citoyen, bénéficiaire final de cette réforme. Cet exercice a permis de recueillir leurs appréciations et leurs attentes qui pourraient se résumer par : "Il est plus que temps d'agir".

L'espoir que les Assises ont suscité en plus de la qualité des contributions et consensus fondent la légitimité de ces attentes. L'école sénégalaise doit recréer la confiance en étant plus efficace, plus efficiente, plus pertinente, plus accessible, plus adaptée aux commandes citoyennes.

Les citoyens ont donc proposé, il revient maintenant au Président de la République de se prononcer sur leurs recommandations et de les informer sur ses décisions qui devront rassurer les différents acteurs de l'éducation mais surtout toute la communauté sénégalaise.

Parole de militant (Hawa Ba) Entretien réalisé *par Rokhaya Ly*

Que signifie la Gouvernance du secteur de l'Education pour Osiwa ?

Pour nous la gouvernance c'est la production de normes, la gestion des affaires publiques et induit l'inclusion, la participation, de manière ultime la réalisation ou la satisfaction des besoins de tout un chacun. Le citoyen, de manière active, est placé au cœur de ce processus aussi bien en tant que finalité qu'en tant que moyens de l'atteinte des résultats escomptés. Le secteur de l'Education est un domaine clé du service public, de même que la santé, l'accès à l'eau, l'assainissement. Mais l'Education et la santé constituent les socles du service public. Parmi nos objectifs stratégiques nous avons la délivrance de services publics de qualité. Dans les sous objectifs nous visons spécifiquement l'Education et la Santé. Pour Osiwa, l'Education est un des premiers secteurs sur lequel nous investissons. Il s'agit de nous assurer que l'Etat s'acquitte de son devoir de délivrer à chaque citoyen un service public d'éducation de qualité, que les ressources qui sont supposées allouées à chaque domaine spécifique y soient effectivement injectées. Ainsi dans le travail d'Osiwa on trouve tout ce qui a trait au suivi budgétaire (….). Le citoyen c'est l'élève, le parent d'élève, les syndicats, les enseignants, les partenaires, donc une pluralité d'acteurs qui doivent intervenir à différents niveaux de manière concertée parce que souvent c'est de manière antagoniste que les acteurs interviennent dans le secteur.

Pourquoi OSIWA s'investit dans le domaine de la Gouvernance de l'Education avec surtout les OSC ?

Dans le travail qu'on fait, on essaie d'accompagner tous ces acteurs qui interviennent à différents niveaux surtout les organisations de la société civile. OSIWA appuie aussi bien les OSC que les acteurs étatiques. Dans le domaine de l'éducation le premier jalon que nous avons posé c'est une évaluation de la gouvernance du secteur. C'était un travail de recherche qui était accolé à un travail de formation, d'accompagnement de la société civile pour qu'elle puisse affiner sa maîtrise du secteur, ses outils, ses connaissances mais aussi ses stratégies et moyens d'intervention. Pour le plaidoyer nous avons travaillé avec les antennes régionales de la COSYDEP. Nous avons travaillé aussi avec les parlementaires qui votent le budget (…). Il s'agit également de créer des espaces où ces acteurs se retrouvent pour parler le même langage et non pas de manière isolée. C'est pour cela que la COSYDEP est un partenaire de taille dans ce secteur parce qu'elle offre cet espace de concertation et de dialogue entre acteurs. C'est une plateforme qui permet de faire converger ces acteurs vers un seul objectif.

DISRANEF vient rajouter un élément de taille dans la création d'espaces. C'est pourquoi OSIWA a appuyé le processus qui a mené aux Assises parce que nous avons pensé que les ANEF étaient une opportunité de réinterroger toute l'approche que l'Etat, les acteurs ont eu jusque là du secteur de l'éducation. Le rapport sur la gouvernance l'a confirmé : l'école est perçue comme une école de l'Etat. A partir de là il fallait voir comment en faire une école de la communauté. Comment amener les parents d'élève à prendre à bras le corps le secteur de l'éducation, à être au cœur des discussions. Aujourd'hui les parents s'impliquent de plus en plus dans la gestion de l'école, font entendre leur voix, offrent des alternatives. C'est comme cela que l'école devient l'école de la communauté. L'Etat, en tant qu'acteur central, pose les jalons mais a besoin d'alliés pour réussir sa mission. C'est pour cette raison aussi que la COSYDEP a besoin d'être portée par tous les acteurs parce que la Cosydep va au-delà de ses membres formellement constitués. Ce que nous cherchons, OSIWA et COSYDEP, c'est une école publique de qualité. L'école ce n'est pas seulement un lieu d'acquisition de connaissances, mais c'est aussi un lieu de socialisation qui forge un citoyen à connaitre ses droits et devoirs et à s'investir pleinement dans l'érection d'une société juste, prospère et émergente.

Quelles sont les attentes d'OSIWA par rapport au Conseil Présidentiel ?

On ne peut pas dire que ce Conseil vient à son heure mais maintenant qu'on s'y achemine nous espérons que le Conseil va permettre de sortir des propositions concrètes mais surtout avec une démarche concertée, participative mais aussi avec un timing et des moyens pour la mise en œuvre des recommandations des ANEF. DISRANEF permet de faire le monitoring, le suivi de la mise en œuvre des recommandations des Assises. Nous voulons que le Conseil permette à tous les acteurs d'aller vers la mise en œuvre avec une définition claire des rôles et des responsabilités. Il faut qu'on rompe avec les discours et qu'on passe à l'action. L'objectif que nous recherchons tous c'est une école de qualité, une éducation de qualité pour une société prospère et émergente.

Bulletin Education et Formation
DISRANEF

Directeur de Publication
Cheikh Mbow

Rédacteur en Chef
Diéne Manka

Comité de Rédaction
Elisabeth Massaly, Yoro Sow, Rokhaya Ly, Richard Ndiaye, Ndiaye Oumar, Diéne Manka

Coordination Exécutive Nationale
Amy Sarr Sylla, Abass Athie, Coumba Loum, Lucien Médang, Baye Diongue, Ibrahima Fall, Abdoul Aziz Sall, Aldiouma Sagna

Infographie
Joe Mané

Coin en classe par *Diene Manka*

Dans le cadre de la rubrique «En Classe» de la RFM (Radio Futurs Médias) diffusée tous les lundis en partenariat avec la COSYDEP, différents thèmes ont été traités entre Mai et Juin.

Les enseignements et la récente crise scolaire. Les acteurs de l'éducation et les élèves ont vivement déploré la longue grève des enseignants qui a des conséquences sur le quantum horaire. Ils appellent l'Etat à respecter les accords signés mais aussi les syndicats d'enseignants à faire preuve de patience et de responsabilité. Ils invitent les deux parties à privilégier le dialogue.

Le suivi des recommandations des assises de l'éducation. Les populations constatent qu'il n'y a pas de suivi, neuf mois après la tenue des assises. Elles en imputent la responsabilité aux autorités. Le président du comité de pilotage des Assises, le Professeur Abdou Salam Sall abonde dans le même sens. Il dit n'avoir aucun contact avec les autorités depuis la fin des assises ; pas de lettre de félicitations ou de remerciements.

La gouvernance scolaire. Les détournements de fonds sont récurrents dans les établissements scolaires. Une situation que dénoncent les personnes interrogées. Selon elles, il y a défaillances dans le fonctionnement des organes de gouvernance comme les CGE (Comités de Gestion des Ecoles). Mais du coté du Ministère de l'Education Nationale, on estime que des dispositions sont prises et des sanctions prévues pour éviter les détournements.

Education Nationale: Parole de militant propos recueillis *par Cheikh Mbow* **et transcrits** *par Richard Ndiaye*

Amadou Mahtar Mbow, ancien Directeur général de l'Unesco : «J'ai toujours cru que je réussirai…»

Le chemin qui a mené le Professeur Amadou Mokhtar Mbow à la tête de l'Unesco n'a pas été un long fleuve tranquille. Sa vie a été une longue série de combats, avec des feuilletons les uns plus émouvants que les autres. A coup sûr, ce n'est pas le hasard, qui l'a amené à embrasser les postes de prestige qu'il a connus dans sa vie. Pr Mbow a en effet cru aux études, même pendant les moments les plus incertains de son existence, il a flirté avec le savoir, pour faire valoir ses compétences. Dans cette deuxième et dernière partie de notre interview avec lui, il revient sur une période très studieuse de sa vie. Une façon pour lui, de montrer aux jeunes générations, que seul le travail paie dans la vie.

Quelles sont les luttes auxquelles vous avez pris part en tant que Directeur général de l'Unesco ?

(…) Un beau jour, un jeune administrateur voit des Classique Larousse sur mon bureau, il me dit : «Mais qu'est ce que c'est ces livres-là ?», je lui ai dit qu'ils sont à moi et qu'ils m'ont été prêtés, parce que j'aime la littérature etc… Il me demande si j'ai déjà fait une dissertation, je lui ai dit non, mais que j'ai fait de la rédaction. Il m'a proposé de me corriger les dissertations et je n'y voyais aucun inconvénient. Il s'était par la suite présenté comme administrateur des colonies, licencié en Droit et ès Lettres, diplômé des Langues orientales. Alors, j'ai fait mes premières explications de texte et dissertations avec lui. Je l'ai retrouvé quand je suis Directeur général de l'Unesco. La place qui se trouvait à la circonscription de Dakar, c'est là où se trouve actuellement le ministère des Affaires étrangères. Cette place s'appelait : la place Protêt. Il m'a écrit le jour où j'ai été nommé Directeur général de l'Unesco : «De la place de l'Indépendance à la place Protêt, quel chemin !», parce que la place Protêt, c'est la place de Paris où se trouve l'Unesco. Effectivement, il y a eu un long chemin !

J'ai fait la deuxième guerre mondiale (39 – 45). Je suis devenu Directeur général de l'Unesco, évidemment j'ai dû faire le Baccalauréat, avant de faire des études supérieures à la Sorbonne (Paris). Comment ? Parce qu'en 1938, j'ai commencé des études dans l'armée ; avant de m'engager pour la guerre, j'ai d'abord fait une école de l'armée de l'air. Il faut dire que pendant que je travaillais à la Délégation de Dakar, je me suis mis à suivre des cours dans l'une des écoles ouvertes par l'armée de l'air un peu partout en France et qui ont eu des succursales à Dakar. Alors, je me suis inscrit et on m'a accepté, avec un autre Sénégalais.

Un an après, alors que la guerre continue, l'école a reçu une demande d'une autre école de la Métropole, qui voulait des élèves mécaniciens. Notre professeur, qui était un blanc, nous a demandé si nous voulons nous inscrire, moi je l'ai fait et on m'a admis. C'est comme ça que j'ai quitté le Sénégal au mois de mars 1940 pour Saint-Malo en Bretagne où j'étais à l'école des Télégraphistes de l'armée de l'air. Le 20 mai 1940, les Allemands lancent l'offensive à Sedan, là où ils l'avaient lancée 1870. Les Allemands occupent Paris le 13 juin 1940 et nous, nous évacuons notre école le 14 juin. Le lendemain, notre unité a été prise par les Allemands, mais moi et d'autres avions réussi à s'évader dans la nature. Après avoir vécu caché pendant un an, alors j'ai décidé de rentrer au Sénégal, parce que j'étais clandestin et je n'avais que 19 ans. J'ai réussi, après avoir été aidé par beaucoup de gens, je me suis fait aider à partir des lignes de démarcation. Je passe par Poitiers où Léopold Sédar Senghor était prisonnier, pour arriver à Limoges, grâce à un Curé avec qui on m'avait mis en relation. A Limoges, j'ai continué les études, mais je n'ai pas été reçu à l'examen du Brevet élémentaire. C'est par la suite que je suis rentré au Sénégal où j'ai repris mon travail à la Circonscription Dakar – Indépendance.

Au mois de janvier 1943, on me rappelle dans l'armée, parce que la France est véritablement entrée dans la guerre, avec les Américains qui ont débarqué au nord de l'Afrique. Je suis mobilisé à Thiès où j'ai passé un examen pour une école de l'armée de l'air au Maroc. J'ai été reçu et envoyé au Maroc, mais pendant que j'ai été mobilisé et avant même la mobilisation, je continue à étudier. Après j'ai rejoint l'escadrille, pour terminer la guerre. Après celle-ci, on nous propose de rentrer dans une formation civile, alors j'ai fait trois ou quatre mois et on me propose d'être technicien en aviation. J'accepte, je fais six mois, je sors et je m'inscris à l'école Brégui à Paris où on forme des ingénieurs civils et des techniciens supérieurs. Je me présente un an plus tard au Baccalauréat, au lycée Hélène Boucher de Paris. Malheureusement, j'échoue au mois de juin, mais mon échec était plus lié aux matières, que je n'avais pas faites, dont l'Anglais. A ce moment, il y avait deux Bac à passer, je me représente au mois d'octobre, je suis reçu. Je m'inscris alors à la Sorbonne où j'ai décidé de faire de l'histoire, influencé peut-être par quelques camarades, mais aussi j'avais mûri.

Quelles leçons voulez – vous donner aujourd'hui aux enfants, qui veulent réussir à l'école ?

C'est d'apprendre ! Un autre conseil aux jeunes : «Ne croyez jamais que vous ne pouvez pas y arriver. Quand on veut, quand on se donne la peine, on réussit.» Mais, la réussite, c'est le travail, le travail, le travail. Vous avez vu mon cursus, j'ai toujours cru que je réussirai, mais attention, il faut travailler pour réussir. C'est le travail qui est la rançon du succès. Quand on veut réussir, on réussit, mais quand on veut réussir, il faut que l'on travaille. Il faut se donner de la peine.

Quels messages vous adressez acteurs pour l'application des consensus issus des Assises nationales de l'éducation et de la formation ?

Nous sommes dans une situation très grave. La tâche que vous avez entreprise n'est pas facile, parce que notre enseignement s'est sérieusement dégradé. Les enfants d'aujourd'hui ne sont pas comme les enfants d'hier. Ils ne sont pas comme nous, mais je ne vais pas vous dire de vous décourager. Seulement, vous ne pourrez rien faire si eux, ils ne veulent pas réussir. Donnez leur mon exemple ainsi que celui de beaucoup d'autres, qui sont de ma génération, parce que je suis loin d'être le seul.

C'est pourquoi, j'ai accepté de dédicacer le Livre Blanc produit par la Cosydep et soutenir leurs initiatives. J'ai toujours soutenu dans ma vie ceux qui veulent faire du bien, ceux qui veulent avancer, ceux qui ont le courage d'entreprendre, ceux qui ne démissionnent jamais. Dans toute ma vie, je n'ai jamais démissionné. J'ai soutenu ce que la Cosydep fait, parce qu'elle est convaincue de pouvoir réussir sa mission.

Un An entre Les ANEF et Le Conseil Presidentiel *Points de vue d'acteurs (syndicats, ONG, personnalités)*

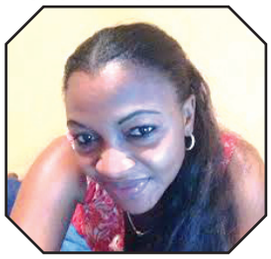
Les Assises Nationales de l'Education et de la Formation (ANEF) sont vieilles maintenant de près d'un an. Mais jusque là, les recommandations qui en sont issues peinent à être appliquées. Ce qui laisse perplexes les acteurs sur la mise en œuvre des recommandations des ANEF. Pour la rencontre prévue en ce début du mois d'Août, le Bulletin de la COSYDEP fait réagir des partenaires sociaux à travers le thème : «Un an entre ANEF et Conseil présidentiel : Quelles appréciations ? Quels engagements pour la mise en œuvre effective des recommandations ? Les acteurs de l'éducation apprécient la situation et livrent leurs attentes sur le sujet. La plupart attend de l'Etat du Sénégal un engagement sans faille pour la mise en œuvre effective de ces recommandations. Ils s'interrogent sur le sort qui sera réservé aux conclusions.

Pr. Abdou Salam Sall, président du comité des assises de l'éducation. «Il faut regretter ce long délai pour tenir le conseil présidentiel mais il faut se féliciter que les autorités veulent mettre en œuvre les conclusions. Nous devons nous convaincre que tous les citoyens doivent se mobiliser pour une école de la réussite. Nous attendons du conseil de fortes recommandations et que les orientations des assises soient respectées. Il faut un tableau de bord qui indique la voie à suivre mais aussi une bonne formation des enseignants en plus d'un dialogue permanent entre les acteurs»

Pr. Bouba Diop, expert en éducation, membre du conseil d'administration de la COSYDEP.»Depuis prés d'un an rien n'a changé. La crise qui a secoué le système est due à la non application des conclusions des Assises. Il fallait dès la fin des Assises une réunion pour évaluer et planifier. Notre souhait est qu'il y ait une rupture, une véritable rupture dans le secteur de l'éducation. Il est nécessaire de créer une articulation entre les différents niveaux d'enseignement. Nous devons faire en sorte de parvenir à l'efficacité et à une école des parents, une école de la réussite comme préconisé dans les recommandations»

Amadou Wade Diagne, consultant en éducation. «Le conseil présidentiel doit aboutir à des mesures fortes pour refonder l'école sénégalaise. Cette refondation passe par le repositionnement de la science et des technologies mais aussi par la formation professionnelle et technique. Il faut une réforme globale pour adapter le système aux besoins de l'économie et du développement, donner une plus grande place aux langues nationales. Concernant les premières tendances pour le bac, ce n'est pas surprenant et ce n'est pas nouveau. c'est révélateur du niveau actuel de notre système éducatif. Notre système n'est pas efficace, n'est pas efficient.les résultats seront les mêmes tant qu'on n'aura pas procédé à la refondation. Il faut une réforme des curricula du préscolaire au supérieur

Aminata Gueye, présidente de la commission éducation de l'Assemblée Nationale: «Nous regrettons ce retard pour la tenue du conseil présidentiel mais cela se comprend parce qu'il y avait des perturbations. Je pense que l'Etat doit tout mettre en œuvre pour l'application des conclusions des Assises de l'éducation. Il faut régler une bonne fois les problèmes des indemnités des enseignants et l'harmonisation des salaires dans la fonction publique. J'invite aussi les enseignants à privilégier le dialogue et à faire toujours preuve de responsabilité dans l'intérêt de tous»



Diene Manka

Mme Aissata Dia, responsable à Action Aid, membre du conseil d'administration de la COSYDEP. « Je voudrais qu'on tienne le conseil présidentiel pour booster les décisions et les recommandations prises lors des assises nationales sur l'éducation et la formation. Les acteurs se sont réunis et ont abordé les différentes questions de l'éducation, maintenant il reste à l'Etat de prendre un engagement pour le suivi de ces recommandations. Ainsi, en dehors des grèves récurrentes des syndicats qui ne sont pas toujours liées à l'intérêt de l'école, il y a lieu de relever le défi de la qualité des apprentissages pour le bien de notre système éducatif. Dans ce cas, il nous faut une synergie pour le suivi des recommandations qui seront issues de ce conseil présidentiel. En faisant surtout des évaluations à mi parcours qui impliquent les parents et les communautés. Mais aussi travailler à l'augmentation du budget de l'éducation pour l'alphabétisation des femmes et la réinsertion des jeunes diplômés. A ce titre, d'autres sources de financement doivent aussi être trouvées pour accompagner la mise en œuvre de ces réformes. L'Etat doit nouer des partenariats stratégiques au niveau national comme à l'étranger pour promouvoir l'éducation de qualité. De la même manière, il doit prévoir des mesures d'accompagnement pour les familles démunies qui ne sont pas en mesure de payer les inscriptions de leurs enfants ».

Hamidou Soukouna, Directeur Aide Et Action Sénégal. « Le président doit oser appliquer ces réformes pour marquer l'histoire». « Les Assises ont été des occasions très importantes pour la population sénégalaise. Les acteurs à tous les niveaux se sont penchés sur des questions centrales comme l'éducation et le développement du Sénégal pour aboutir à des conclusions importantes. Il ne s'agit pas de demander de petites réformes mais c'est autour d'une refondation du système éducatif pour apporter les vrais changements. Nous invitons le Président de la République et son Gouvernement à prendre la pleine mesure de ces questions importantes. Rappelons que le Sénégal a toujours eu l'idée de refonder son système éducatif et ça a débuté depuis les années 1970 avec la loi d'orientation de 1971 qui avait posé les jalons d'un nouveau système éducatif sénégalais et africain. Cela n'a pas été suivi d'effet à part quelques petites réformes expérimentées à petites échelles dans quelques écoles d'enseignement moyen pratique et qui ont été finalement abandonnées. Le Sénégal a continué avec le système hérité du colonialisme jusqu'à la crise de 1980 où les acteurs, notamment les syndicats ont demandé de convoquer les états généraux de l'éducation. Quand ces états généraux ont déposé leurs conclusions, il y a la commission nationale des réformes qui a travaillé pendant trois longues années pour déposer des conclusions qui n'ont d'ailleurs jamais été bien appliquées, selon les attentes des populations sénégalaises. C'est dix ans après qu'ils ont tenu la loi d'orientation sur l'éducation qui devait faire appliquer ces réformes.

Cette loi aussi est finalement restée comme une lettre morte malgré qu'ils ont essayé d'appliquer un peu par ci et là mais ça n'a pas abouti. Tout ça montre que la population sénégalaise demande depuis 50 ans une autre école qui soit sénégalaise et africaine que les différentes autorités hésitent toujours à réaliser. Il faut de la volonté et du courage politique ce que beaucoup de nos dirigeants n'avaient pas. Pour cette fois ci, nous demandons au Président de la République d'oser appliquer ces réformes. S'il le fait, il prendra date avec les populations sénégalaises et marquera l'histoire.

Fatimata SY, Directrice de la vie associative (Use). Ça fait un an que les Assises ont été tenues par tous les acteurs de l'éducation. Elles ont été des opportunités qui ont permis de discuter et de trouver des consensus pour un saut qualitatif de l'éducation. Le consensus trouvé, doit aider à réconcilier l'école sénégalaise avec les citoyens sénégalais. La priorité c'est d'arriver à refonder le système éducatif dans sa globalité. A la suite de ces recommandations, nous attendons que des pactes soient signés entre les différents acteurs : institutionnels, les enseignants et le secteur non formel, de l'alphabétisation et de langues nationales pour aboutir à un système éducatif performant. Ces conclusions, doivent aussi nous aider à réduire les crises scolaires, notamment les grèves pour le bon déroulement des années scolaires. En ce sens, des engagements du coté du gouvernement comme des enseignants devront être pris lors de ce conseil présidentiel pour pacifier durablement l'espace scolaire. Vous avez vu, nous sommes dans le déroulement de l'examen et chacun est entrain de décrier les mauvais résultats enregistrés. Alors que ces mauvais résultats découlent des conséquences des grèves cycliques des enseignants. Il faut aussi trouver un système alternatif avec l'utilisation de nos langues nationales comme levier, et l'enseignement non formel comme atout majeur pour avoir permis d'absorber beaucoup de jeunes victimes de la déperdition scolaire. Aujourd'hui, il ne faut plus attendre que ces jeunes soient déscolarisés pour inventer des modèles, les expériences sont là et ont été expérimentées avec succès. Il suffit de les étendre à grande échelle pour faire de ces modèles des parties intégrantes de notre système éducatif.

Docteur cheikh gueye, chargé de prospective Enda. « Nous nous réjouissons qu'on puisse tenir enfin ce conseil présidentiel car cela fait plus d'un an que les conclusions des Assises et leurs recommandations ont été émises pour les porter à l'endroit du gouvernement et de tous les acteurs de l'éducation. Depuis lors tout le monde écoute et essaie de mesurer la mobilisation nationale et étatique pour mettre en œuvre les conclusions de ces assises. Nous nous demandons si l'Etat mesure réellement les implications sociales, économiques et politiques de ces conclusions. Il ne s'agit pas uniquement de mettre fin aux grèves mais de lutter contre la crise scolaire. Ce n'est pas tout à fait ça ! Mais il s'agit d'un autre projet de société que nous essayons de promouvoir en montrant qu'il faut rompre avec la logique du binaire dans le système éducatif : le système officiel et le non officiel, le système francophone et l'arabophone pour impliquer tous les systèmes nationaux et les modèles d'éducation qui nous viennent de l'extérieur. Les Assises ont pris des mesures qui doivent être appliquées de manière progressive et étagée pour réconcilier tous ces différents modèles en dégageant des pistes qui pourront aider à trouver d'autres moyens sachant que les moyens de l'Etat uniquement ne suffisent pas pour mettre en œuvre des réformes si importantes. Nous savons qu'au niveau de l'Etat, il travaille depuis lors sur la hiérarchisation des priorités et leurs modalités de financement pour pouvoir arriver devant le président de la République avec des propositions concrètes et réalistes possibles. Le conseil présidentiel reprogrammé montre qu'il y a une certaine impréparation qui avait été constatée par le premier Ministre. J'espère que cette reprogrammation sera l'occasion d'aborder les contenus des recommandations et les modalités de leur application pour donner une perspective à long terme à l'éducation sénégalaise.

Oumar Ndiaye

C'est quasiment le même sentiment de ***Abdou Faty***, l'autre coordonnateur du Grand Cadre, qui indique qu'il n'attend pas grand-chose du Conseil présidentiel au regard de la gestion des ANEF qui ont déjà fait un an. «L'Etat du Sénégal n'a aucune volonté d'aller vers les recommandations, alors qu'il devrait aller vers leur opérationnalisation», déclare-t-il. Non sans critiquer le Ministre de l'Education qui pour lui, a un agenda autre que celui de l'éducation nationale. Sinon, il aurait déjà aidé le président de la République à prendre des décisions, relativement aux recommandations, issues des ANEF. A propos du Conseil présidentiel, il révèle même avoir rejeté les deux convocations qui avaient été envoyées au Grand cadre. Mais heureusement, dit-il, le gouvernement est «revenu à de meilleurs sentiments», puisque maintenant, ce sont tous les membres du Grand cadre, qui vont participer à cette rencontre.

Abdoulaye Ndoye, secrétaire général du CUSEMS salue certes, le Conseil présidentiel sur l'éducation, mais regrette sa tenue presque une année après les Assises Nationales de l'Education et de la Formation (ANEF). Pourtant, il estime que la mise en œuvre précoce, des recommandations issues des ANEF aurait sans doute permis de rendre plus performant le système éducatif sénégalais. Dans son plaidoyer en prélude du Conseil présidentiel, le syndicaliste parle de la nécessité pour le gouvernement, de renforcer et de sécuriser le financement du système éducatif. Pour Abdoulaye Ndoye, le gouvernement de Macky Sall doit respecter ses promesses relativement à une école publique mieux structurée et résolument tournée vers l'efficacité. Abdoulaye Ndoye a également plaidé la «mise en œuvre intelligente des recommandations des ANEF.» Ce qui peut participer, selon lui, à la restauration de la confiance entre le gouvernement et ses partenaires sociaux. Car de cette confiance, pense-t-il, dépend en grande partie la stabilité de l'école.

Pour **Mamadou Lamine Dianté**, le retard apporté à la tenue du Conseil présidentiel dénote du «manque d'intérêt» des nouvelles autorités du pays à l'éducation. Un manque d'intérêt qui s'est également matérialisé dès le départ, avec la dissolution du Comité de pilotage, qui devait veiller à la mise en œuvre des recommandations issues des Concertations nationales de l'enseignement supérieur. L'un des coordonnateurs du Grand Cadre estime qu'il a mille et une raison d'être pessimiste quand aux solutions, qui pourraient sortir du Conseil présidentiel.

Parole de militant Entretien avec Moussa MBAYE *réalisé par Rokhaya LY*

A la veille du Conseil Présidentiel sur les recommandations des Assises de l'Education et de la formation (ANEF), il était important de recueillir l'avis du Président du Conseil d'Administration de la Coalition des Organisations en Synergie pour la défense de l'Education publique (COSYDEP) sur la question de la réforme du secteur de l'Education.

On agite beaucoup aujourd'hui la question d'une réforme du secteur de l'Education, est ce aujourd'hui un impératif ?

Déjà il faut décider si le système éducatif a besoin d'une réforme ou d'une refondation. Cela est une préoccupation de longue date à côté d'un accès universel à l'éducation. Avec la COSYDEP nous avons toujours porté nos réflexions, nos initiatives, nos actions sur la question de la qualité de l'éducation. Cette qualité justement doit être définie en se disant qu'est ce qui répond aux attentes de la population, aux besoins de la société. Les réponses à ces questions permettront d'avoir une éducation de qualité pour la société mais surtout pour que les jeunes puissent à la fois de s'adapter à un monde dans le contexte national et international, à un monde moderne avec tout ce qu'ils ont comme éléments d'enracinement mais de se créer un avenir. De ce point de vue il y a des raisons de s'inquiéter sur l'avenir de la jeunesse africaine avec les réponses peu fonctionnelles de nos systèmes d'éducation que nous avons jusqu'ici. Au moment où il y a un tournant dans le monde, au moment où il est possible à niveau dans l'histoire du monde pour l'Afrique de se repositionner, de devenir un acteur et non seulement un continent dépendant. Nous avons besoin à ce moment de ressources humaines prêtes. C'est dans ce contexte que nous vivons une suite de crises récurrentes qui sont banalisées dans le système éducatif. Au niveau de la COSYDEP, cela nous avait amené lors de la phase préparatoire des Assises de proposer le Livre blanc sur l'école au Sénégal pour aller au-delà des débats entre les acteurs de premier plan (Gouvernement et syndicats) sur questions matérielles, sur des questions conjoncturelles qui reviennent chaque année, pour voir en profondeur quel est le mal de l'école sénégalaise. Ce diagnostic avait été accompagné d'éléments d'analyse et de propositions. Nous sentons effectivement qu'il y a un besoin à la fois de réformer en profondeur l'appareil mais également de refonder le système éducatif. C'est avec tout cet espoir que nous avons vécu les Assises de l'Education et de la Formation.

Donc au niveau de la COSYDEP vous optez pour Réforme et Refondation à la fois ?

En fait notre système éducatif doit être refondé pour qu'il soit plus en articulation avec nos réalités culturelles, sociales, économiques et ouvert à tous les acteurs mais en même temps le système lui-même doit être réformé en profondeur parce qu'il est plus ou moins gangréné. L'un des obstacles que nous avons, ce n'est plus de savoir ce qu'il faut faire, mais c'est le jeu des acteurs qui à chaque fois nous amène à recommencer à zéro. Nous n'avons pas le sérieux, l'engagement, le respect des planifications, de la part de l'ensemble des acteurs qui tournent autour du système éducatif. Il faut réformer dans le sens également de responsabiliser plus et mieux les acteurs à la base dans la gestion du système éducatif à tous les niveaux en l'accompagnant de transparence. Le système administratif, humain autour du système éducatif est à réformer, l'orientation de l'école est à refonder.

A la veille du Conseil Présidentiel sur la mise en œuvre des ANEF, quelles sont vos attentes ?

Nos attentes c'est pour qu'on en revienne à un cadre de partenariat qui permette une mise en œuvre sérieuse des conclusions des ANEF si l'on veut vraiment porter le Sénégal sur une trajectoire de développement nous avons besoin impérativement que l'Education soit considérée comme une priorité, vraiment comme une priorité et traitée comme une priorité. Cela pour que l'Education soit le socle d'un développement durable et inclusif au Sénégal. Nous ne voyons pas un autre chemin que nous pourrions prendre vu nos caractéristiques au niveau démographique, géographique, économique et autres, nous devons nous baser sur nos ressources humaines. Nous faisons un appel aux autorités pour que l'Education avec sérieux et qu'il ait un dispositif fonctionnel de suivi des recommandations, ouvert à tous les acteurs. Ce dispositif pour faire le suivie des efforts, d'identifier les goulots d'étranglement avec un engagement constant de la plus haute autorité du pays à veiller à ce que les jalons établis soient accomplis. Nous en avons les moyens si nous le voulons bien. C'est cet appel que nous lançons à la fois aux autorités mais également à l'ensemble des acteurs pour qu'on sorte d'un contexte qui nous maintient dans l'impasse.

De l'optimisme au scepticisme. C'est ainsi qu'on peut résumer la période post Assises. Plus de dix mois après, les choses semblent ne pas bouger. D'où l'urgence de rallumer la flamme de l'espoir qui s'est éteinte.

Au soir du 30 Août 2014, les Assises nationales de l'éducation et de la formation s'achevaient après trois jours de conclave sur une note de satisfaction mais surtout d'espoir. Espoir d'un nouveau départ pour l'école sénégalaise secouée par des crises récurrentes depuis plus d'une décennie. Les réflexions et les échanges ont débouché sur plus de trois cents recommandations pour remettre sur les rails le système éducatif. Objectif: avoir une école de la réussite. Pour cela, tous les acteurs s'accordent sur la nécessité d'appliquer les conclusions. Lesquelles préconisent entres autres un code de déontologie, un pacte de stabilité sociale, la révision du mode de recrutement des enseignants, une adéquation formation/emploi et la modernisation des daras. Mais ces recommandations n'ont pas encore connu de début d'exécution. Ce qui fait que l'école sénégalaise se trouve toujours dans l'ancien système, la période d'avant Assises.

En guise d'illustration, la longue grève des enseignants pour réclamer l'application du protocole d'accord du 17 février 2014. Les syndicalistes qui restent réticents au pacte de stabilité parce que selon eux il y a un préalable à savoir le respect des accords. Alors que le gouvernement pense que ce pacte permettra d'avoir une trêve pour se concentrer sur les questions de qualité et autres. Il dit attendre les directives du conseil présidentiel pour avoir un tableau de bord. Mais les autorités doivent aller vite pour ne pas donner l'impression qu'on a tenu les assises pour rien ou que les conclusions vont finir comme d'habitude dans les tiroirs. Ce qui serait une grave erreur pour le pouvoir qui fait de l'émergence sa priorité. L'émergence passe par l'éducation et le PSE (Plan Sénégal Emergent) ne peut réussir sans l'école. Raviver la flamme de l'espoir suscité par les Assises s'avère donc une impérieuse nécessité.

Diene Manka

Parole de militant Entretien avec Gorgui Sow Réalisé par *Richard NDIAYE*

Gorgui SOW, ancien coordonnateur d'ANCEFA.

L'ancien coordonnateur de ANCEFA, le Sénégalais Gorgui Sow, veut un bon système de contrôle citoyen dans les écoles à l'image de ce qui se fait dans les pays d'Afrique anglophone comme le Ghana ou encore le Kenya. Invité de «Parole de militants» de ce mois, il encourage la COSYDEP et l'invite à marcher sur les pas du GHANA NATIONAL EDUCATION, qui a véritablement fait changer les choses au Ghana.

Beaucoup d'argent est investi dans l'éducation, mais les résultats ne suivent pas. N'est-ce pas utile d'avoir un bon contrôle citoyen, pour l'usage transparent des financements ?

Je crois que c'est un peu relatif, de parler de beaucoup d'argent, parce que si vous considérez l'ampleur des urgences et des besoins, vous allez vous rendre compte que 40% du budget de fonctionnement du Sénégal ne représentent pas beaucoup de choses. C'est comme si vous parlez de 40% du budget de fonctionnement du Nigeria par rapport à 173 millions d'habitants, donc ce n'est pas grand chose.

Mais, je pense que la question est plus une question de droit plutôt qu'une question de rhétorique. Tout le monde parle de contrôle citoyen, mais c'est devenu un terme galvaudé. Je pense que la substance qui est à l'arrière plan du contrôle citoyen, c'est le droit d'élire, le droit de regard, le droit de revendication et le droit à des services sociaux de bases de qualité.

Nos amis anglophones résument la question de droit, au concept de Right based approche, c'est-à-dire l'approche basée sur le droit. Quand on a la possibilité de mettre quelqu'un au pouvoir et de l'y enlever, cela devient une force tranquille. C'est cette force tranquille en réalité, qui fait fonctionner le contrôle citoyen. Si au Sénégal, les citoyens n'ont pas la possibilité de contrôler ce que fait l'Etat, ce que font les élus locaux et ce que font les parlementaires, cette force devient une inertie.

Maintenant, il faut veiller au bon fonctionnement des mécanismes de contrôle citoyen, parce qu'une chose, c'est de les créer et de les mettre en place, mais les faire fonctionner, c'en est une autre. Mais s'ils existent et qu'ils ne fonctionnent pas, c'est encore pire. C'est-à-dire qu'on se fait bonne conscience, mais on ne fait rien pour faire avancer les choses. Mais si ces mécanismes existent et fonctionnent comme j'en ai vu dans les pays européens d'une manière générale, aux Etats-Unis et dans certains pays africains - généralement anglophones - les choses peuvent aller mieux.

Vous savez, le contrôle citoyen est une culture anglo-saxonne, mais elle a du mal à s'enraciner dans la culture francophone. Dans la culture francophone, on parle plus de protestation et de revalorisation corporatiste, plutôt que de contrôle citoyen.

Vous auriez souhaité la redynamisation des mécanismes de contrôle citoyen dans nos pays ?

Je crois que c'est plus une culture. Il faut d'abord construire cette culture là avant de parler de mécanismes. C'est dans le processus de construction de ces cultures qu'on met en place les mécanismes. Je vous donne l'exemple du GHANA NATIONAL EDUCATION, l'équivalent de la COSYDEP au Sénégal, il est arrivé à faire le contrôle citoyen de l'argent investi par le gouvernement directement dans les écoles. Il a mis en place tout un système qui a permis de former les communautés, les enseignants et même les élèves pour qu'ils puissent regarder et observer ce qui se passe entre le moment où l'argent est décaissé et le moment où l'argent est arrivé dans les écoles.

Après, ils ont la possibilité d'observer tout le processus d'investissement de l'argent, dans les jardins scolaires, dans la bibliothèque, dans la cantine scolaire etc… Mieux, les budgets sont affichés sur les murs pour plus de transparence. Cela fait partie du contrôle citoyen. Le jour où la COSYDEP amènera à afficher les budgets aux murs des écoles, j'applaudirai des deux mains et je vais commencer à comprendre qu'elle est entrain de garantir le contrôle citoyen au niveau scolaire.

Il faudra alors beaucoup de moyens à la société civile, pour arriver à pouvoir assurer ce contrôle citoyen ?

Vous savez, nous avons beaucoup investi dans le contrôle citoyen, dans la majeure partie des pays africains. Je vous donne l'exemple du Ghana et du Kenya, quand on y a lancé le programme Education Budget Tracking, c'est-à-dire le contrôle des budgets de l'éducation, ils ont fait une publication, réalisée conjointement avec ANCEFA. Ce document a pu former les communautés sur l'utilisation d'outils simples de contrôle citoyen et ces éléments étaient intégrés dans les programmes d'alphabétisation. Donc, le jour où la COSYDEP parviendra à intégrer les programmes d'alphabétisation et d'amener les communautés à avoir les outils simples de contrôle, elle aura fait un grand pas. Ce n'est pas seulement une question d'argent, qui n'est qu'une partie du contrôle.

Pour un bon contrôle citoyen, il va falloir s'assurer : Comment est-ce que le pouvoir local est utilisé ? Comment est-ce que les femmes sont accompagnées pour accéder au leadership local ? Comment est-ce que les ressources destinées aux communautés locales sont utilisées ? Si tout ça est réuni, alors on peut être fier d'avoir créé les conditions d'un bon contrôle citoyen.

J'aime bien le travail du FORUM CIVIL, dans sa démarche de contrôle citoyen. Il n'a pas beaucoup de moyens, mais il a dans une certaine mesure, initié un processus de contrôle citoyen en respectant les différentes étapes, mais également en produisant des outils, comme par exemple, le contrôle des sources de corruption à l'école, le contrôle du financement au niveau de l'école etc….

C'est pourquoi, j'ai beaucoup aimé ce partenariat FORUM CIVIL / COSYDEP, le premier fait du contrôle, alors que la deuxième fait du plaidoyer. Il faut mettre les choses ensemble, autant que faire se peut et essayer d'avoir un mécanisme qui renforce les capacités des acteurs à la base. C'est extrêmement important !

Ils ont dit *par Ndiaye Oumar*

Les acteurs comme les citoyens rencontrés reconnaissent que l'école sénégalaise subit un malaise qui nécessite d'être soigné. Ils attendent du conseil présidentiel des mesures idoines pour guérir ces symptômes qui ont pour noms : grèves récurrentes, mal formation des enseignants, effectifs pléthoriques, insuffisances de résultat entre autres.

Pape Ousmane Diagne. « Il faut recruter des enseignants qui aiment enseigner ». « Le conseil présidentiel doit s'intéresser sur le modèle d'enseignant à recruter car la plupart des enseignants n'aiment pas enseigner. Ils ont intégré l'enseignement uniquement pour trouver un emploi, le reste ils ne s'en occupent pas. Or, c'est eux qui constituent le maillon le plus important de la chaine. A notre époque, contrairement à nos enfants, nous avions la chance d'avoir des enseignants qualifiés qui aimaient le métier de l'enseignement et qui restaient dans les classes à tout prix. Ce n'est plus le cas maintenant, c'est pour cette raison que nous observons tout le temps des grèves. Avec ce conseil présidentiel nous pensons que des mesures seront prises pour mettre fin à ces genres de situations qui font que nos enfants restent plus de temps dans nos concessions qu'à l'école. Toutefois, les autorités doivent aussi les soutenir pour qu'ils soient respectés par les autres corps de métier. Les enseignants sont pauvres contrairement aux autres fonctionnaires comme les magistrats et les autres alors que c'est eux qui les forment ; ça aussi, c'est à revoir.»

Pape Mamadou Diouf, parent d'élève. « Il faut revoir la méthode d'enseignement utilisée…». « Le système d'enseignement que j'ai vu dans les écoles n'est pas du tout bon. L'ancien système est bien meilleur. D'habitude, l'enseignant suit un à un les élèves. Depuis à la base l'élève utilise l'encre avec un encrier pour apprendre à écrire et parler. Le maitre écrit au tableau des lettres alphabets que l'élève tente de recopier et en lire. Maintenant dès la rentrée, le Maitre donne à l'élève un crayon et un stylo pour qu'il écrive ce qui n'est pas possible. Beaucoup d'élèves actuellement ne savent pas qu'est ce que c'est un encrier et beaucoup d'enseignants ne peuvent pas utiliser l'encrier par ce qu'ils sont paresseux alors qu'un paresseux ne peut pas être un bon enseignant. Ce qui fait que beaucoup d'élèves élémentaires restent jusqu'à la fin de leur cursus élémentaire jusqu'au lycée sans savoir lire ou parler bien la langue française ce qui n'a jamais été le cas avec l'ancien système qui permettait à un élève élémentaire de devenir un fonctionnaire après l'acquisition de son certificat. Il faut revenir donc à l'ancien système qui suit l'élève depuis la base. »

Mme Danfakha, enseignante. « Le coût des réformes pouvait servir à payer les rappels des reclassements ». Nous assistons tout le temps à des grèves récurrentes qui ont pour cause l'argent et tout le monde sait que les Assises ont manipulé beaucoup d'argents et cet argent pouvait servir à régler les problèmes des enseignants. Beaucoup se voient leur avancement bloqué à cause de l'argent. Alors que cet argent pouvait servir à payer le rappel de reclassement de certains enseignants comme les corps émergents qui sont restés plusieurs années sans avancer. Autrement dit, les questions de l'éducation devraient être traitées par les techniciens de l'éducation et non pas avec des Assises qui ne sont rien d'autres que des forums. La vraie question est que, "est ce que ces réformes ne seront pas rangées sous les tiroirs" comme c'est le cas dans un passé récent avec les réformes de Amadou Makhtar Mbow. »

Serigne fallou Dieng, enseignant, pour **Mamadou Cissé**, inspecteur de l'éducation. « Il faut une commission pour la mise en pratique des réformes ». Les Assises sont comme des forums, c'est-à-dire des occasions pour discuter sur les questions de l'éducation mais ce qu'il faut savoir c'est que l'éducation ne se résout pas par des forums. Car à ces occasions, les gens parlent des grandes aspirations comme pour faire dans la philosophie de l'éducation c'est-à-dire la finalité éducative en donnant les grandes orientations. Or, ce qu'il faudrait faire c'est de mettre en place des commissions techniques à l'issue des conseils interministériels pour la mise en pratique des recommandations ; les mieux placés pour cet exercice sont les techniciens de l'éducation. Ils devraient être associés dans la mise en œuvre pour la bonne marche des réformes. Si nous interrogeons l'histoire, nous verrons qu'au sortir des états généraux de l'éducation, les mêmes problèmes s'étaient posés c'est ce qui avait conduit à la mise sur pieds de la commission nationale des réformes de l'éducation et de la formation (CNREF). A l'instar de cette commission, il faut mettre sur pieds une commission du même acabit pour une bonne mise en pratique de ces réformes.

Fatou Oulèye SAMBOU, Journaliste. « Nous voulons plus de rigueur sur le recrutement des enseignants ». « Les reformes ont été une bonne chose dans la mesure où elles ont permis à plusieurs acteurs de l'éducation de se regrouper pour discuter sur les problèmes de l'éducation. Nous pouvons dire que théoriquement les difficultés de l'école ont été cernées à la base. Nous attendons à ce que le conseil présidentiel prenne des mesures comme : la révision du recrutement des enseignants, l'adaptation du curriculum à nos réalités, l'élimination des abris provisoires et la réduction des crises scolaires.

Ndeye Mandiaye Gueye, élève en moyen secondaire. « Nous voulons apprendre sans grèves ». Le président doit prendre des mesures pour accompagner les élèves dans leur quête du savoir. Il doit recruter des enseignants et nous aider à réussir parce que c'est nous qui sommes l'avenir de demain. Il doit aussi demander aux enseignants d'arrêter carrément les grèves parce que leurs grèves cycliques ne font que nous pénaliser. Nous voulons apprendre mais nous sommes toujours confrontés aux innombrables grèves des professeurs.

Fatou Binetou Diop, élève au moyen secondaire. « Les élèves n'aiment qu'à apprendre ! ». Le président doit instruire aux enseignants d'arrêter définitivement les grèves qui minent chaque année le bon déroulement de l'année scolaire. Les élèves n'aiment qu'à apprendre c'est pour cette raison qu'ils sont dans les écoles. Il faut donc les aider à apprendre. Ainsi, le président doit discuter avec les enseignants pour régler définitivement les problèmes de l'école sénégalaise.

Lawratou Diawara, élève au moyen secondaire. « A cause des grèves les élèves ne sont plus à la hauteur… ». Le président doit parler aux enseignants pour leur faire connaitre l'utilité de l'école parce que c'est lui le garant du système scolaire. Il nous faut un bon système éducatif pour notre pays. Mais, malheureusement avec les grèves, les élèves sont pénalisés et ne sont pas à la hauteur des attentes. Je demande au président de mettre fin aux grèves.

Oumar Ndiaye